

Investir au Canada Plan ministériel 2024-2025

L'honorable Mary Ng
Ministre de la Promotion des exportations, du
Commerce international et du Développement
économique

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : FR6-1F-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) : 2561-6196

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique, 2024

Plan ministériel d'Investir au Canada pour 2024-2025

Sur cette page

- [De la part de la ministre](#)
- [De la part du président du conseil d'administration](#)
- [De la part de la présidente-directrice générale](#)
- [Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes](#)
 - [Attraction de l'investissement direct étranger](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines prévues](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [État condensé prospectif des opérations](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Définitions](#)

De la part de la ministre



L'honorable Mary Ng

Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique

En tant que ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique, je suis honorée de servir les Canadiens alors que nous travaillons à saisir les possibilités et à bâtir une économie plus résiliente.

Alors que le Canada trace une voie solide malgré les défis mondiaux liés aux chaînes d'approvisionnement et aux incertitudes géopolitiques accrues, nous constatons encore une hausse

constante des investissements directs étrangers. Il n'est pas surprenant que les investisseurs continuent de faire confiance au Canada, avec nos ressources abondantes, notre économie diversifiée, notre engagement solide envers la recherche innovatrice, notre main-d'œuvre hautement formée et compétente, et notre environnement commercial stable et transparent. Nous demeurons bien placés pour poursuivre sur notre trajectoire afin de bâtir un pays plus résilient, inclusif et plus fort pour tous ceux qui habitent au Canada.

De plus, les initiatives canadiennes pour la durabilité et l'écologisation concordent avec l'intérêt croissant sur la scène internationale pour les secteurs transformateurs, comme la mobilité sans carbone, la production et le traitement des minéraux essentiels, la technologie et l'énergie propres et l'agriculture à valeur ajoutée. Notre gouvernement continuera de fournir le soutien et les ressources nécessaires pour tirer parti de nos avantages dans ces secteurs, toujours dans le but de maintenir notre engagement envers l'inclusion des groupes diversifiés.

En tant qu'agence nationale de promotion de l'investissement, Investir au Canada joue un rôle important dans l'écosystème de promotion des investissements au Canada. Travaillant en étroite collaboration avec le Service des délégués commerciaux et d'autres partenaires du pays, Investir au Canada continuera de guider les efforts visant à attirer et faciliter les investissements de transformation réalisés par des sociétés mondiales au Canada.

Je me réjouis de continuer à appuyer Investir au Canada alors qu'ils aident les sociétés mondiales à s'y retrouver au sein de l'environnement commercial canadien sans difficulté et efficacement. J'ai le plaisir de présenter le Plan ministériel 2024-2025 d'Investir au Canada, qui décrit la stratégie de l'organisation pour répondre à ses priorités et atteindre les résultats prévus au cours de l'année à venir.

De la part la part du président du conseil d'administration



Karl Tabbakh

Président du conseil d'administration

Au nom du conseil d'administration, j'ai l'honneur de présenter le Plan ministériel 2024-2025 d'Investir au Canada.

Bien que le Canada ne soit pas à l'abri de l'évolution constante du contexte économique mondial, le pays continue de montrer sa résilience et est demeuré une destination attirante pour les investisseurs étrangers.

Au cours de ma première année en tant que président du conseil d'administration d'Investir au Canada, j'ai pu me rendre compte personnellement des atouts de l'organisation pour promouvoir le pays lors d'événements extrêmement importants sur la scène mondiale. J'ai constaté que l'organisation collabore judicieusement avec des partenaires de tous les ordres de gouvernement et avec le secteur privé pour défendre constamment la position du Canada en tant que destination de choix pour les entreprises étrangères qui souhaitent développer leurs activités. J'ai remarqué qu'Investir au Canada utilise une approche personnalisée dans ses échanges avec les investisseurs étrangers sur le marché. L'organisation fait cela dans le contexte d'un environnement complexe et concurrentiel où de nombreux pays se disputent ces investissements étrangers qui peuvent transformer les perspectives économiques de la communauté ou des économies nationales.

Avec mes collègues du conseil d'administration, nous offrons un point de vue unique et notre vaste expérience dans divers secteurs économiques en orientant l'organisation. Nous sommes convaincus qu'aucun autre pays que le Canada n'offre une meilleure combinaison de conditions gagnantes pour les investisseurs étrangers, et nous sommes certains qu'Investir au Canada, avec ses partenaires de l'écosystème canadien des investissements directs étrangers, continuera de faire passer ce message et d'attirer des investissements dans le pays.

De la part de la présidente-directrice générale



Laurel Broten

Présidente-directrice générale

Depuis que j'ai rejoint Investir au Canada il y a un peu plus d'un an, je suis convaincue que l'organisation a une position unique pour promouvoir les secteurs en croissance du Canada et ses diverses régions et pour offrir des services personnalisés afin de faciliter les investissements directs étrangers de grande valeur dans notre pays.

En 2023, le Canada a remporté un franc succès en accueillant deux importantes installations de fabrication de batteries pour véhicules électriques afin de renforcer sa position dans le secteur mondial des batteries pour véhicules électriques. À l'aube de 2024-2025, nous savons que les possibilités sont nombreuses au Canada pour les investisseurs étrangers qui souhaitent étendre la chaîne d'approvisionnement mondiale en véhicules électriques, ainsi que dans d'autres secteurs comme la transition énergétique, les sciences de la vie et la biofabrication et l'agriculture à valeur ajoutée.

Investir au Canada continue d'élaborer des stratégies qui correspondent aux priorités du gouvernement du Canada au chapitre de l'économie et de la durabilité et les soutiennent, soit la croissance économique durable, la réconciliation avec les peuples autochtones, l'égalité des genres et la lutte contre le changement climatique et en faveur d'une énergie propre. Dans le contexte de ces priorités stratégiques, Investir au Canada a élaboré un plan ministériel qui reflète les atouts du Canada dans ces domaines et la contribution de l'organisation à la réalisation de ces priorités, tout en encourageant une hausse des investissements étrangers dans les secteurs prioritaires et en adoptant une approche pancanadienne pour promouvoir les investissements.

Bien qu'Investir au Canada continue à s'appuyer sur ses succès et ses tactiques éprouvées, l'organisation continuera à travailler à l'excellence opérationnelle et à évoluer et affiner son travail en se basant sur des données, des renseignements et des preuves afin de s'assurer qu'elle produit des résultats et un impact maximaux. Investir au Canada est fière de jouer un rôle majeur dans la coordination de tous les intervenants, facilitant ainsi la mobilisation des investisseurs à tous les échelons du gouvernement.

Avec le soutien et les conseils de notre précieux conseil d'administration et l'engagement d'une équipe compétente et dévouée, j'ai hâte de mettre en action le Plan ministériel 2024-2025 dans l'année à venir.

Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes :

- Attraction de l'investissement direct étranger
- Services internes

Attraction de l'investissement direct étranger

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Résultats et cibles
- Plans visant à atteindre les cibles
- Principaux risques
- Aperçu des ressources prévues en 2024-2025
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes
- Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Description

Investir au Canada a pour mandat d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers (IDE) et d'en assurer la coordination entre les diverses entités gouvernementales, le secteur privé et des autres parties prenantes. Sa responsabilité essentielle est de diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer des IDE en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien. Ce faisant, les efforts d'Investir au Canada favoriseront la prospérité économique et stimuleront l'innovation durable au Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Le domaine et les indicateurs du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#) qui sont le plus en rapport avec la responsabilité essentielle d'Investir au Canada sont le domaine de la prospérité et potentiellement les indicateurs liés à la croissance des entreprises et à l'emploi.

Résultats et cibles

Les tableaux suivants présentent, pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle Attraction de l'investissement direct étranger, les indicateurs, les résultats des trois exercices les plus récemment déclarés, les cibles et les dates cibles approuvées en 2024-2025.

Tableau 1 : Indicateurs, résultats et cibles pour le résultat ministériel

Indicateur	Résultat 2020-2021	Résultat 2021-2022	Résultat 2022-2023	Cible	Date de réalisation
Nombre de personnes de l'auditoire cible exposées aux activités promotionnelles d'Investir au Canada (contenu et événements combinés)	Non disponible*	1 800 000	2 100 000	1 000 000	31 mars 2025
Nombre de campagnes promotionnelles ayant une portée unique	Non disponible*	95 100 000	33 200 000	20 000 000	31 mars 2025
Taux de recommandation net	Non disponible*	0,03	-0,6	0	31 mars 2025
Nombre de nouveaux investissements ou de nouvelles activités soutenus par Investir au Canada	24	48	27	25	31 mars 2025
Nombre d'investisseurs recevant des services d'Investir au Canada	134	159	148	125	31 mars 2025
Nombre de produits (fiche d'information sectorielle, rapports, ensembles de données, etc.) préparés et communiqués aux partenaires	281	244	352	320	31 mars 2025
Nombre de partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux qui accèdent aux données et aux renseignements sur le portail des partenaires InfoZone	Non disponible*	513	614	570	31 mars 2025

Indicateur	Résultat 2020-2021	Résultat 2021-2022	Résultat 2022-2023	Cible	Date de réalisation
d'Investir au Canada à l'appui des activités de promotion des investissements					

* Indicateurs et résultats ne pouvant pas être pris en compte pour 2020-2021, car l'organisation rendait compte d'un ensemble différent d'indicateurs de résultats ministériels.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes d'Investir au Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Plans visant à atteindre les cibles

Investir au Canada fait la promotion du Canada en tant que destination de premier choix pour les investissements directs étrangers

Promouvoir le Canada en tant que destination de premier choix pour les investissements directs étrangers demeure une priorité clé pour Investir au Canada. Au cours de l'exercice 2024-2025, Investir au Canada s'appuiera sur les réussites de sa stratégie promotionnelle globale qui maximise la valeur combinée du marketing, de la publicité et des événements, tout en mettant l'accent sur des arguments qui attireront des investisseurs mondiaux de marchés cibles et qui viseront les secteurs clés du Canada.

De plus, Investir au Canada tirera parti de son travail avec d'autres ministères fédéraux afin d'harmoniser la promotion de la proposition de valeur du Canada, en mettant davantage l'accent sur les secteurs d'intérêt stratégiques du Canada, notamment la chaîne d'approvisionnement en batteries pour véhicules électriques, les solutions liées à l'hydrogène, les sciences de la vie et la biofabrication, ainsi que l'agriculture à valeur ajoutée, afin de mieux cibler les messages sur les avantages du Canada dans ces secteurs. Par ailleurs, en 2024-2025, Investir au Canada :

- élaborera des campagnes de publicité et de marketing personnalisées sur les marchés cibles, en soulignant la proposition de valeur du Canada afin de soutenir les investissements dans les secteurs prioritaires;
- mettra à profit et tiendra des événements phares au Canada et à l'étranger qui font mieux connaître le Canada aux investisseurs étrangers;
- collaborera avec le réseau de partenaires, y compris le Service des délégués commerciaux, dans les marchés cibles afin de promouvoir les possibilités d'investissement stratégiques et d'attirer de nouvelles sources d'investissement.

Les investisseurs élargissent leurs activités ou investissent au Canada grâce au soutien des services d'Investir au Canada

Investir au Canada s'est donné comme priorité de soutenir les investisseurs mondiaux qui considèrent le Canada comme une destination de choix pour créer et développer leurs entreprises et recruter les meilleurs talents. Tout au long de l'exercice 2023-2024, Investir au Canada a travaillé en collaboration avec des partenaires fédéraux, comme le Service des délégués commerciaux, ainsi qu'avec des partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux, afin d'offrir aux investisseurs des services-conseils aux entreprises alors qu'ils explorent de nouveaux investissements à rendement élevé en sol canadien. À l'avenir, Investir au Canada continuera de réfléchir aux services que l'organisation offre aux investisseurs, notamment à la façon dont elle coordonne ces services avec d'autres services fédéraux pour les investissements directs étrangers. En 2024-2025, Investir au Canada :

- appuiera les investissements de transformation à fort impact dans les principaux secteurs prioritaires stratégiques du gouvernement du Canada;
- aidera les entreprises étrangères à concrétiser l'expansion de leurs investissements et leurs réinvestissements en mettant en contact les entreprises avec les bonnes personnes aux bons endroits dans les secteurs économiques;
- facilitera et accélérera les investissements étrangers dans toutes les régions du Canada en améliorant la connaissance des investisseurs sur les avantages propres à chaque région.

Les partenaires ont accès à des services et à des outils à l'appui de leurs efforts d'attraction des investissements

Il est, et il a toujours été essentiel pour Investir au Canada d'établir des relations avec des partenaires. Avec l'appui de partenaires clés, Investir au Canada met en œuvre une approche axée sur les données dans ses efforts de promotion de l'investissement direct étranger. L'organisation continuera de coordonner ses efforts avec ses partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux afin de s'assurer que des outils de données sont en place et que les renseignements d'affaires sont pertinents. La mise en œuvre continue de la stratégie d'attraction d'IDE élaborée en collaboration avec des collègues fédéraux renforcera davantage la coordination des rôles et des responsabilités afin d'améliorer la prestation de services aux nouveaux investisseurs et aux clients actuels, et contribuera à appuyer une feuille de route prospective des possibilités d'IDE au Canada. En 2024-2025 Investir au Canada continuera :

- d'élaborer un ensemble de produits de connaissances pour promouvoir la valeur concurrentielle du Canada et le potentiel des secteurs ciblés et stratégiques;
- de fournir des outils et des données sur le marché par l'intermédiaire d'InfoZone aux partenaires afin de les aider à attirer des investissements
- d'échanger avec des partenaires de tous les ordres de gouvernement pour encourager le partage d'information et l'harmonisation à l'appui de ses efforts de promotion et d'attraction.

Principaux risques

Investir au Canada surveille régulièrement ses risques opérationnels et met à jour chaque année son profil de risque afin de refléter les pressions uniques que subit l'organisation. Pour mieux appuyer ses priorités en 2024-2025, Investir au Canada continuera à mettre en œuvre sa Stratégie de gestion des risques opérationnels afin de gérer les risques à tous les niveaux, et favorisera l'établissement d'une solide culture de gestion du risque dans l'ensemble de l'organisation. Investir au Canada a mis en place des systèmes et des contrôles pour cerner et évaluer chaque année les risques dans le cadre de son profil de risque, et veiller à ce qu'ils soient atténués ou éliminés efficacement. À mesure que l'organisation évolue, les risques organisationnels changent, et Investir au Canada revoit et adapte ses stratégies pour assurer une gestion du risque adéquate. Le conseil d'administration joue un rôle important dans la surveillance des risques. En 2024-2025, Investir au Canada continuera à surveiller les principaux domaines de risque qui font l'objet d'un suivi en 2023-2024, ce qui comprend la réputation et l'image de marque, la protection de l'information, la prestation des services, la gestion du changement et la cybersécurité.

Aperçu des ressources prévues en 2024-2025

- Dépenses prévues : 26 474 845 \$
- Ressources à temps plein prévues : 57

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

Investir au Canada s'engage à veiller à ce que les facteurs stratégiques horizontaux liés à l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) soient pris en compte afin d'assurer des résultats inclusifs pour les Canadiens. En tant qu'employeur, Investir au Canada s'engage à faire en sorte que les emplois au sein de l'organisation soient évalués en fonction de leur valeur et à corriger la sous-évaluation générale du travail des femmes qui contribue à l'écart salarial entre les sexes. L'organisation a réalisé un examen de l'équité salariale qui comparait les catégories d'emplois à prédominance masculine et ceux à

prédominance féminine pour déterminer s'il y avait des écarts salariaux. Elle publiera un plan d'équité salariale, comme énoncé dans la *Loi sur l'équité salariale*.

Une part importante de la proposition de valeur du Canada repose sur l'avantage de la diversité. De nombreux investisseurs avec lesquels Investir au Canada travaille comprennent que la parité entre les sexes et la diversité sont des objectifs importants lorsqu'il s'agit de déterminer un lieu d'investissement. Grâce à ses campagnes publicitaires intégrées et au marketing de contenu, Investir au Canada met en lumière la proposition de valeur du Canada en tant que main-d'œuvre hautement scolarisée et diversifiée.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Investir au Canada tient compte de l'engagement du gouvernement du Canada envers le Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'atteinte des objectifs de développement durable des NU dans la planification des initiatives et des activités stratégiques pour l'exercice. À titre d'exemple, Investir au Canada cherche à attirer et à faciliter les investissements dans des secteurs clés de l'économie à l'appui des efforts du gouvernement relativement à l'objectif de développement durable 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. Pour ce faire, l'organisation met davantage l'accent sur la promotion de la capacité du Canada dans le cadre de la transition vers l'énergie propre et de son rôle à jouer à l'appui de la chaîne d'approvisionnement en batteries pour véhicules électriques.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions d'Investir au Canada au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à la stratégie fédérale de développement durable dans notre [Stratégie ministérielle de développement durable](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité Attraction de l'investissement direct étranger est pris en charge par les programmes suivants dans le répertoire des programmes :

- Marketing
- Services aux investisseurs
- Partenariats pancanadiens liés aux données

Des informations complémentaires sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes d'Investir au Canada sont disponibles sur l'[InfoBase du GC](#).

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière
Le cadre approuvé de présentation de rapports sur les résultats ministériels liés à l'attraction de l'investissement direct étranger n'a pas été modifié depuis l'année dernière

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Plans visant à atteindre les cibles
- Aperçu des ressources prévues en 2024-2025
- Priorités gouvernementales connexes

Description

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations intégrées et exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services de communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

Plans visant à atteindre les cibles

Les services internes d'Investir au Canada appuient la prestation de services de soutien aux partenaires de l'organisation par le maintien du portail de partage d'information sur mesure, InfoZone. La mise en œuvre d'un outil technologique pour le partage des renseignements et des données est essentielle dans le cadre des efforts déployés par l'organisation à l'échelle pancanadienne.

À l'appui des ressources humaines, Investir au Canada mettra en œuvre une Stratégie et un Plan d'action pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) qui ont été élaborés par le biais d'importantes recherches et consultations internes auprès d'employés de toute l'organisation. En tant qu'employeur, Investir au Canada continuera de collaborer avec une main-d'œuvre diversifiée pour tirer des leçons des

expériences de ses membres afin de repérer et d'éliminer les obstacles face aux possibilités, de mettre en place des structures institutionnalisées équitables et de créer une culture fondée sur le sentiment d'appartenance.

En 2024-2025, l'organisation poursuivra ses réflexions sur les services qu'elle fournit et leur évaluation, et recueillera des renseignements pour mieux comprendre, affiner et faire évoluer son travail afin de s'assurer qu'Investir au Canada atteint toujours l'excellence opérationnelle et a un impact sur les IDE au Canada.

En 2024-2025, l'organisation continuera d'évaluer les services qu'elle fournit et d'y réfléchir et recueillera des renseignements pour mieux comprendre, affiner et faire évoluer son travail afin de veiller à ce qu'Investir au Canada atteigne toujours l'excellence opérationnelle et ait un impact sur les IDE au Canada.

Aperçu des ressources prévues en 2024-2025

- Dépenses prévues : 6 600 311 \$
- Ressources à temps plein prévues : 10

Priorités gouvernementales connexes

Planification de l'attribution des marchés aux entreprises autochtones

Le tableau suivant démontre comment le ministère prévoit attribuer chaque année au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Investir au Canada est une organisation en phase 3 et vise à atteindre l'objectif minimum de 5 % d'ici la fin de l'année 2024-2025.

Pour faciliter l'atteinte de l'objectif d'ici 2024-2025, Investir au Canada a collaboré avec ses clients pour repérer les possibilités d'attribution de marchés aux entreprises autochtones et a réalisé une analyse de ses marchés octroyés à des entreprises autochtones pour relever les secteurs potentiels dans chaque programme où les entreprises autochtones ont la possibilité de contribuer aux services d'Investir au Canada au cours des prochaines années.

En 2022-2023, Investir au Canada a élaboré un plan de mesure interne à partir de 2022-2023 pour s'assurer d'avoir mis en place les mesures de collecte de données afin de produire des rapports d'ici la fin de l'exercice 2024-2025. De plus, Investir au Canada s'est assuré de l'harmonisation des politiques et processus internes à l'appui du respect des Procédures obligatoires pour les marchés attribués aux entreprises autochtones. L'organisation continuera de tirer parti des séances de formation organisées dans le milieu fédéral de l'approvisionnement et dirigées par Services aux Autochtones Canada, et

s'assurer que les spécialistes de l'approvisionnement participent au nouveau cours obligatoire qui a été élaboré.

Champ de déclaration de 5 %	Résultat réel en 2022-2023	Résultat prévu en 2023-2024	Résultat projeté en 2024-2025
Pourcentage total de marchés avec des entreprises autochtones	7 %	5 %	Selon les tendances et analyses du passé, Investir au Canada prévoit octroyer au minimum 5 % de la valeur totale des marchés nationaux du ministère en 2024-2025.

Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines prévues d'Investir au Canada pour les trois prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2024-2025 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et les exercices précédents.

Dans la présente section

- Dépenses
- Financement
- État condensé prospectif des opérations
- Ressources humaines

Dépenses

Tableau 2 : Sommaire des dépenses réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau suivant présente des renseignements sur les dépenses pour chacune des responsabilités essentielles d'Investir au Canada et pour ses services internes au cours des trois exercices précédents. Les montants pour l'exercice en cours sont prévus en fonction des dépenses à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles [2021-2022]	Dépenses réelles [2022-2023]	Dépenses visées [2023-2024]
Attraction de l'investissement direct étranger	28 972 353 \$	26 736 671 \$	26 521 214 \$
Services internes	5 514 668 \$	287 452 \$	7 464 932 \$
Total	34 487 041 \$	33 024 123 \$	33 986 146 \$

Après cinq ans d'activités, Investir au Canada a établi des processus internes de planification et de budgétisation pour s'assurer que les dépenses réelles et les initiatives à l'appui de la responsabilité essentielle sont exécutées conformément aux dépenses prévues et aux dépenses budgétaires indiquées dans le budget principal des dépenses.

Tableau 3 : Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau suivant présente des renseignements sur les dépenses pour chacune des responsabilités essentielles d'Investir au Canada et pour ses services internes au cours des trois prochains exercices.

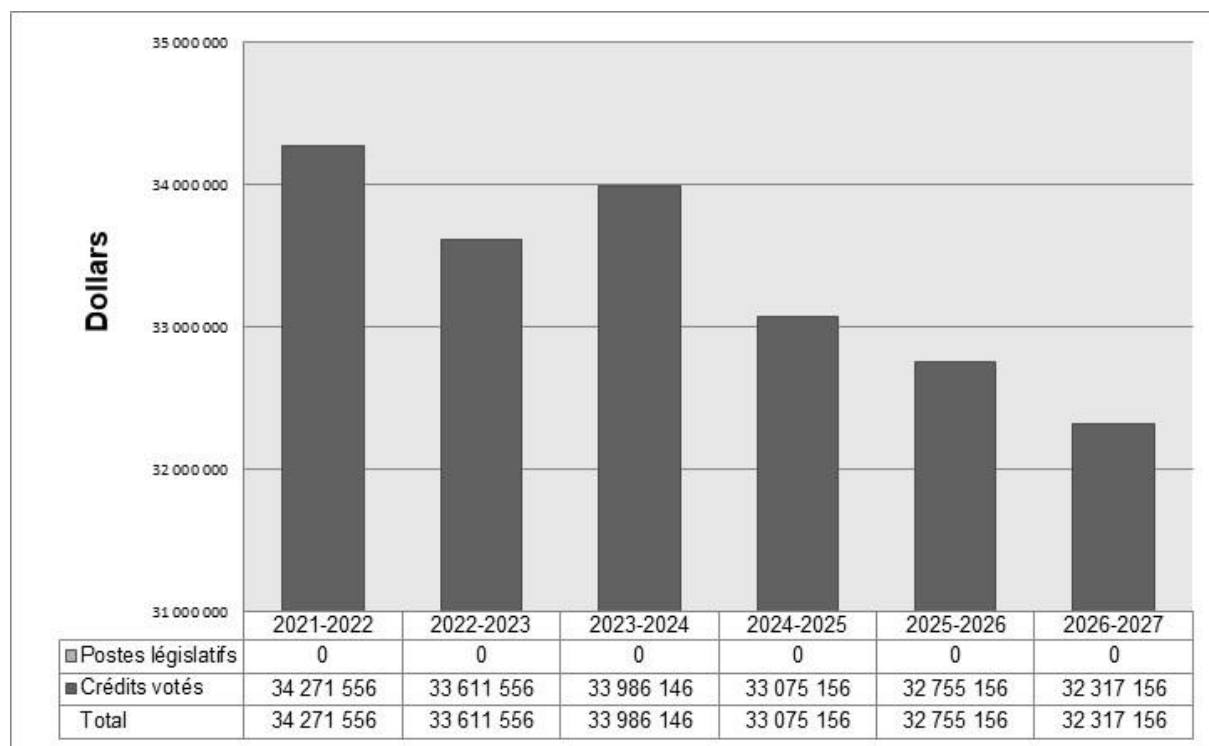
Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses budgétaires 2024-2025 (telles qu'indiquées dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues [2024-2025]	Dépenses prévues [2025-2026]	Dépenses prévues [2026-2027]
Attraction de l'investissement direct étranger	26 474 845 \$	26 474 845 \$	26 218 845 \$	25 868 445 \$
Services internes	6 600 311 \$	6 600 311 \$	6 536 311 \$	6 448 711 \$
Total	33 075 156 \$	33 075 156 \$	32 755 156 \$	32 317 156 \$

Après cinq ans d'activités, Investir au Canada a établi des processus internes de planification et de budgétisation pour s'assurer que les dépenses réelles et les initiatives à l'appui de la responsabilité essentielle sont exécutées conformément aux dépenses prévues et aux dépenses budgétaires indiquées dans le budget principal des dépenses.

Financement

Figure 1 : Dépenses ministérielles de 2021-2022 à 2026-2027

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (dépenses votées et législatives) au fil du temps.



Le profil de financement d'Investir au Canada correspond à sa maturation. Investir au Canada gère tous les avantages sociaux et cotisations de retraite annuels des employés. La réduction des dépenses prévue en 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027 reflète l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales.

Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits d'Investir au Canada sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2024-2025](#).

État condensé prospectif des opérations

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu des opérations d'Investir au Canada de 2023-2024 à 2024-2025.

Les montants des prévisions et les montants prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions et les montants prévus qui sont présentés dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des opérations prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des résultats d'exploitation nets avec les autorisations demandées, se trouvent à [site Web d'Investir au Canada](#).

Tableau 4 : État condensé prospectif des opérations pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (en dollars).

Renseignements financiers	Résultats visés 2023-2024	Résultats prévus 2024-2025	Différence (résultats prévus 2024-2025 moins résultats visés 2023-2024)
Total des dépenses	35 407 000 \$	34 259 000 \$	1 148 000 \$
Total des revenus	0 \$	0 \$	0 \$
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	35 407 000 \$	34 259 000 \$	1 148 000 \$

L'écart entre les résultats prévus pour 2023-2024 et ceux prévus pour 2024-2025 est directement lié à la réduction des dépenses découlant de l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales.

Ressources humaines

Tableau 5 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau ci-dessous présente un sommaire sur les ressources humaines, en équivalents à temps plein (ETP), pour les responsabilités essentielles de d'Investir au Canada et pour ses services internes au cours des trois précédents exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction du cumul de l'année.

Responsabilités essentielles et services internes	ETP réels 2021-2022	ETP réels 2022-2023	ETP prévus 2023-2024
Attraction de l'investissement direct étranger	57	57	57
Services internes	10	10	10
Total	67	67	67

Les ressources humaines d'Investir au Canada ont suivi la croissance et la maturation de l'organisme. Au cours des deux dernières années, Investir au Canada a élaboré une stratégie éprouvée à l'appui de la réalisation des résultats ministériels, et le nombre d'équivalents temps plein reflète les besoins de l'organisation pour offrir ses services, tout en respectant le budget approuvé.

Tableau 6 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau suivant présente des renseignements sur les ressources humaines, en ETP, pour chacune des responsabilités essentielles d'Investir au Canada et pour ses services internes prévus pour 2024-2025 et les années suivantes.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents à temps plein prévus 2024-2025	Équivalents à temps plein prévus 2025-2026	Équivalents à temps plein prévus 2026-2027
Attraction de l'investissement direct étranger	57	57	57
Services internes	10	10	10
Total	67	67	67

Les ressources humaines d'Investir au Canada ont suivi la croissance et la maturation de l'organisme. Le nombre d'équivalents temps plein reflète les besoins de l'organisation en situation stable pour offrir ses services, tout en respectant le budget approuvé.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Mary Ng, C.P., députée

Administrateur général : Laurel Broten

Portefeuille ministériel : Commerce international

Instruments habilitants : [Loi sur Investir au Canada](#)

Année d'incorporation ou de création : 2018

Autres : Investir au Canada est une organisation basée à Ottawa et supervisée par un conseil d'administration (le conseil) qui rend compte à la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique du Canada. Le conseil est composé d'au plus onze (11) administrateurs à temps partiel, y compris un président, un vice-président, et un administrateur nommé d'office, le sous-ministre de la ministre désignée. À l'exception de celui de sous-ministre, tous les postes sont attribués par décret pour des mandats ne dépassant pas trois ans. Le mandat d'un administrateur peut être reconduit pour une fonction identique ou non. Une liste complète des personnes actuellement nommées au conseil d'administration est présentée sur le [site Web](#) d'Investir au Canada.

Le conseil d'administration supervise et gère les affaires et activités d'Investir au Canada et conseille la ministre et la présidente-directrice générale sur les questions qui relèvent du mandat de l'organisation. La présidente-directrice générale est chargée de la gestion des affaires quotidiennes d'Investir au Canada.

La loi habilitante établissant Investir au Canada fournit le cadre et les pouvoirs de l'organisation. Elle accorde aussi à Investir au Canada l'autorité sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines, à la passation de marchés, aux communications, aux voyages et à l'accueil ainsi qu'à d'autres fonctions administratives générales.

Investir au Canada travaille à l'échelle mondiale, en partenariat avec Affaires mondiales Canada et son Service de délégués commerciaux, d'autres ministères fédéraux et les bureaux provinciaux et municipaux d'attraction d'investissements afin de promouvoir le Canada en tant que destination de choix pour les investissements directs étrangers.

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale

160, rue Elgin, 18^e étage

Ottawa (Ontario)

K2P 2P7

Courriel : ServicesGeneraux@invcanada.ca

Sites Web : www.investircanada.ca

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous se trouvent sur le [site Web d'Investir au Canada](#) :

- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)

Des renseignements sur la stratégie ministérielle de développement durable d'Investir au Canada sont disponibles sur le [site Web d'Investir au Canada](#).

Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel d'Investir au Canada ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérales dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#).

Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédérales connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus.

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique servant à faciliter l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs. L'ACS Plus est un processus qui consiste à déterminer qui est touché par la problématique ou par les possibilités envisagées dans le cadre de l'initiative, à déterminer comment l'initiative pourrait être adaptée pour répondre aux divers besoins des personnes les plus touchées, à prévoir les obstacles qui empêchent d'accéder à l'initiative ou d'en bénéficier et à les atténuer. L'ACS Plus est une analyse intersectionnelle qui va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie, la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Entreprise autochtone

Tel que défini sur le [site Web de Services aux Autochtones Canada](#), conformément à l'engagement du gouvernement du Canada selon lequel un objectif minimum obligatoire de 5 % de la valeur totale des marchés est attribué chaque année aux entreprises autochtones.

équivalent temps plein (full time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2024-2025, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux décrivant le programme du gouvernement dans le discours du Trône de 2021 : bâtir un présent et un avenir plus sains; développer une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (departmental result)

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes. Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.